

Arabie saoudite - Mélanie, domestique malgache, forcée à la prostitution et enterrée à la pelleteuse

France 24 - Les Observateurs – 05/04/2021



La jeune femme de 22 ans a été enterrée dans un cimetière pour non-musulmans au Nord de Dammam, sur la côte Est saoudienne. ©

Comme des centaines d'autres Malgaches, Mélanie, 22 ans, avait émigré en Arabie saoudite pour y travailler comme aide domestique. Le 15 mars, une vidéo montrant l'enterrement de la jeune femme, le corps recouvert à l'aide d'une pelleteuse, dans un cimetière non-musulman dans l'est du pays a choqué à Madagascar, où les rites d'inhumation sont sacrés. Des associations dénoncent un trafic humain meurtrier des travailleuses d'Afrique de l'Est dans ce pays du Golfe.

Le 15 mars, une association franco-malgache a alerté notre rédaction à propos de cette vidéo, filmée le 11 mars à Al-Jubail, ville de la côte est saoudienne. On y voit une inhumation se déroulant au [cimetière de Jubai](#), l'un des [rares cimetières non-musulman](#) du pays.

La vidéo, qui dure à peine une minute, a été tournée par l'une des femmes malgaches qui assistaient à l'enterrement. Sur un terrain de sable visiblement désert, une pelleteuse rabat de la terre sur le corps de Mélanie, enveloppée dans un kafan blanc, le tissu dans lequel est enveloppée la dépouille dans le rite islamique. On entend des cris de douleur de l'une des femmes malgaches, qui porte une abaya noire, tandis que celle qui filme tente de la calmer. Mélanie était travailleuse domestique, arrivée dans le pays en 2018. Elle est décédée de manière violente après qu'elle se soit échappée du logement de son employeur à Dammam (est).

“Mélanie a prévenu ses amies que si elle ne rentrait pas ce soir-là, elle serait morte”

C'est l'association franco-malgache [AZIG](#), qui apporte une aide administrative et psychologique aux travailleuses malgaches et africaines dans les pays considérés comme dangereux pour les travailleurs étrangers, qui a alerté la rédaction des Observateurs sur cette vidéo. Comme beaucoup de travailleuses malgaches dans les pays du Golfe, Mélanie était en contact avec Carrozza Heliarisoa, la coordinatrice de l'association basée en France.

[Carrozza Heliarisoa](#)

Coordinatrice Association AZIG
France/Madagascar

Depuis 2019, elle aide à rapatrier des travailleuses domestiques du Koweït, d'Oman ou d'Arabie saoudite. Elle considère que Mélanie, qui s'est tournée vers la prostitution après s'être échappée de chez son employeur, est décédée dans des circonstances douteuses. Elle relate les événements comme rapportés par des amies de la jeune femme :

Le jour où Mélanie a été tuée, un client l'avait appelée et a loué une chambre d'hôtel, il a dit être seul, mais lorsqu'elle l'a rejoint, il y avait plusieurs autres personnes. Mélanie a prévenu ses amies que si elle ne rentrait pas de ce rendez-vous, elle serait morte.

Elle avait une importante somme d'argent sur elle. Lorsque le rendez-vous s'est terminé, ils l'ont égorgée et ont certainement pris son argent. Son amie a reçu une photo extrêmement choquante, où on voit son corps mutilé et ensanglanté gisant sur un drap, avec un message : "Tenez, votre amie est morte".


REPUBLIKAN'I MADAGASKARA
Fivaviana Fianarana Fivondronana
AMBASSADE DE MADAGASCAR
EN ARABIE SAOUDITE

TRANSCRIPTION D'ACTE DE DECES

N° 03
04 novembre 2020

Transcription d'acte de décès
09 septembre 2020

Le trois novembre, l'an deux mil vingt à quinze heure, la Police de Jubail, Arabie Saoudite Nous a adressé l'écriture qui suit

_____ de sexe féminin, est décédée le neuf septembre deux mil vingt à Jubail, Arabie Saoudite, suite aux blessures traumatiques à la poitrine et au ventre causées par une chute depuis un immeuble à étage

Le décès a été enregistré suivant la Loi en vigueur, le quatre novembre deux mil vingt

Fille de :

La transcription a été faite et signée par Nous ANDRIANJAFIMANANJARA Chararly Jonchelin, Officier d'Etat Civil à Riyad le quatre novembre, l'an deux mil vingt

Extrait du registre d'Actes d'Etat Civil, ce jour, quatre novembre deux mil vingt

L'OFFICIER D'ETAT CIVIL


ANDRIANJAFIMANANJARA Chararly Jonchelin
Chargé d'Affaires a.i

Certificat de décès de Mélanie, datant du 9 septembre 2020, envoyé par la police de Jubail à l'ambassade de Madagascar en Arabie Saoudite. On y lit qu'elle est décédée "suite aux fractures traumatiques à la poitrine et au ventre causées par une chute d'un immeuble." © AZIG

Ensuite, le corps a été retrouvé dans la brousse de Dammam en octobre 2020. J'ai prévenu l'ambassade malgache à Riyad, mais personne ne s'est mobilisé et son corps est resté dans la nature pendant deux ou trois mois. À ce moment-là, en octobre, l'aéroport de Riyad était fermé et environ 85 femmes malgaches avaient besoin de partir d'Arabie saoudite après avoir rompu leur contrat. Ce n'est que là que l'ambassade a récupéré son corps. La famille m'a donné une dérogation pour rapatrier sa dépouille.

Mélanie a finalement été enterrée sans cercueil. C'est intolérable. À Madagascar, les morts sont très respectés : les funérailles doivent se passer selon des rites très précis.

“Elles touchent 400 à 500€ par client selon la couleur de peau de la fille : plus elle est claire, mieux elle est payée”

En 2019, une fille que j'étais censée rapatrier a été retrouvée enterrée là-bas. Dammam est un hub de prostitution. Il y a beaucoup de femmes malgaches qui sont proxénètes, elles travaillent souvent avec des proxénètes kényans et éthiopiens sur place. Les jeunes femmes envoient de l'argent à leur famille mais par le biais du proxénète qui n'envoie jamais la somme complète.

Il arrive que ces jeunes femmes soient tuées par leur propre chef, si elles ont gagné assez d'argent pour pouvoir se permettre de s'affranchir de leur proxénète. Selon les informations que nous avons pu collecter, c'est probablement ce qui est arrivé à Mélanie. Et la famille n'est pas au courant de ce qui se passe dans la vie de leur fille.

Beaucoup de femmes embauchées comme domestiques sont malmenées et ne supportent plus ce rythme et s'enfuient. Elles se retrouvent sans papiers, et des proxénètes les recrutent, souvent dans une maison reculée où elles sont gardées avec des armes à feu. Elles touchent 400 à 500 € par client selon la couleur de peau de la fille : plus elle est claire, mieux elle est payée.

Les filles recrutées ont entre 16 et 25 ans, quand elles partent de Madagascar elles mentent sur leur âge. Ces filles sont seules, si nous en tant qu'associations ne sommes pas là, c'est fini pour elles. J'ai déjà dû intervenir par téléphone pour calmer des jeunes femmes qui voulaient se suicider.

Il y a aussi des patrons qui les tabassent, les tuent et les enterrent quelque part, mais on n'a pas de moyen de vérifier. Combien de filles malgaches ont disparu ? Où sont leurs patrons, qu'en disent-ils ?

En 2013, Madagascar a mis en place un décret suspendant la migration des travailleuses malgaches vers les pays du Golfe, notamment le Koweït, le Liban et l'Arabie saoudite, classée parmi les dix pires pays au monde pour les travailleurs et les travailleuses par l'[indice de la confédération syndicale internationale \(CSI\)](#) des droits dans le monde en 2019. Pourtant le pays compte plus de 10 millions de travailleurs migrants, soit presque [un tiers de la population nationale](#), parmi lesquels 1,3 millions de femmes, dont près de 80 % sont travailleuses domestiques.

A LIRE SUR LES OBSERVATEURS >> [Koweït : séquestrée et abusée sexuellement, comment une domestique ivoirienne a pu s'enfuir](#)

“Les travailleuses qui fuient leurs employeurs sont souvent traumatisées par leur expérience et veulent simplement quitter le pays”

Le royaume wahhabite a émis en 2009 une [loi de lutte contre la traite humaine](#), qui punit ce délit d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 15 ans et d'une amende jusqu'à d'un million de riyals (226 779 euros). Pourtant, des plaintes pour trafic humain sont rarement déposées et les enquêtes rarement menées à bout, estime Rima Kalush, coordinatrice au centre de recherche [Migrants Rights](#), qui recense [les abus des droits des travailleurs migrants](#) dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et tente de leur apporter de l'aide humanitaire et juridique.

Notre travail est basé au Qatar, au Koweït et au Bahreïn, donc ce n'est pas évident d'apporter de l'aide aux travailleuses en Arabie saoudite par exemple. Parfois, dans un geste désespéré, nous lançons des appels à l'aide sur les réseaux sociaux, mais cela porte rarement ses fruits. Nous tentons aussi de contacter les ambassades. Nous savons par exemple que plusieurs ambassades africaines n'ont pas d'attaché qui s'occupe de la diaspora, donc nous essayons de voir qui nous connaissons sur place, de cette communauté, qui peut aider immédiatement.

En général, les travailleuses domestiques sont exclues des réformes du travail car pour le gouvernement, elles ne font pas “activement” partie du système de travail, donc personne ne priorise leur intérêt. Cela

s'explique par l'importance pour les citoyens saoudiens d'avoir une main d'œuvre abordable. Car les services publics saoudiens (éducation, santé) sont médiocres voire inexistantes et ces travailleurs permettent aux citoyens de profiter d'un luxe et de garder le contrôle dessus.

Il existe des [refuges pour celles qui s'échappent de chez leur employeur](#), mais très peu de pays du CCG en ont : le Bahreïn ou le Koweït par exemple, mais pas les Émirats arabes unis. Même quand c'est le cas, il faut être accompagnée d'un local pour porter plainte et accélérer les procédures. Souvent, après une plainte pour maltraitance, les autorités tentent une médiation entre les deux parties. Mais les travailleuses qui fuient leurs employeurs sont souvent traumatisées par leur expérience et perdues face à la bureaucratie complexe et veulent simplement quitter le pays.

“Les travailleuses n'ont pas le choix de l'employeur, et ne peuvent pas rentrer dans leurs pays”

Me Taha Hadji est un avocat saoudien spécialisé dans les droits de l'Homme. Il milite pour les droits de plusieurs centaines de travailleurs et travailleuses migrants dans son pays, malgré de nombreuses restrictions légales, comme [l'impossibilité de s'organiser dans des associations ou des syndicats](#). Il rappelle que les étrangers sont soumis au système de la [kafala](#), un “parrainage” qui prévoit que leur passeport soit confisqué par leur “parrain”, ce qui rend toute fuite ou plainte impossible. Des [réformes de ce système](#) sont entrées en vigueur le 14 mars dernier, mais c'est sans espoir pour les travailleurs les plus vulnérables :

Ces nouvelles lois ne protègent pas ces travailleuses : elles n'ont pas le choix de l'employeur, ni ne peuvent rentrer dans leurs pays d'origine.

Les travailleuses domestiques logent souvent chez leur employeur et toute leur vie se passe derrière des portes closes, et on ne sait pas ce qui peut leur arriver. Beaucoup de cas d'abus sexuel, de torture physique et de maltraitance en témoignent.

Beaucoup de travailleuses s'échappent de chez leur employeur et finissent par recourir à la prostitution ou à la mendicité. Après leur fuite, elles sont obligées d'être sous la houlette d'une personne tierce pour pouvoir travailler. Là, le chantage devient plus sévère. C'est à partir de là qu'une personne entre dans des cercles vicieux et dangereux : maltraitance, addiction, trafic sexuel... Et ne peut pas se diriger vers des institutions gouvernementales de peur d'être rendue à son kafil et potentiellement d'être incarcérée.

LIRE SUR LES OBSERVATEURS >> [En Arabie saoudite, des employées de maison sont vendues sur Internet](#)

Le ministère des Affaires étrangères malgache compte [plus de 500 ressortissantes malgaches](#) en Arabie saoudite, travaillant pour la plupart comme aide domestique. Le nombre de travailleurs migrants en Arabie saoudite a augmenté de [830 000 à 2,42 millions de travailleurs étrangers en dix ans](#).

Source : <https://observers.france24.com/fr/moyen-orient/20210405-arabie-saoudite-migrant-malgache-prostitution>